

Etat des lieux à Durbuy

La politique communale peut avoir un effet sur la santé des citoyens. A Durbuy, une vaste enquête a permis d'en savoir plus sur la santé et la qualité de vie des habitants.

> Jean-Paul Vankeerberghen

On a longtemps considéré que la santé était l'affaire des soignants, des hôpitaux et de l'assurance maladie. Mais l'état de santé d'une population ne se mesure pas seulement au nombre de maladies et à l'âge moyen des décès. Être en bonne santé aujourd'hui, c'est plus que ne pas être malade. C'est aussi être bien dans sa peau et vivre dans un environnement qui favorise la qualité de la vie.

Dans ce cadre-là, les communes ont un rôle actif à jouer dans la promotion de la santé de leurs habitants. Il est d'ailleurs significatif qu'un nombre croissant d'entre elles, ces dernières années, se sont dotées d'un échévinat de la Santé ou de la Qualité de la vie.

Lors d'une législature précédente, la ministre de la Santé de la Communauté française avait voulu soutenir cette évo-

lution en créant un réseau de communes et de mandataires soucieux de développer des politiques communales de santé. Elle avait aussi apporté une aide financière aux communes qui souhaitent développer un projet dans ce domaine. La commune, soulignait-elle, "peut peser efficacement sur des déterminants de la santé: l'éducation, la culture, l'emploi, l'aide sociale..."

Quelle politique de santé les communes participantes ont-elles pu développer? Chaque semaine, jusqu'aux élections communales du 8 octobre, nous irons visiter une commune et voir ce qui s'y fait. C'est à Durbuy que revient l'honneur d'ouvrir cette série.

Cette petite ville du Luxembourg est avant tout rurale, avec quarante et un villages et hameaux. Un échévinat de la Qualité de la vie y fut créé au lendemain des élections communales de 2000 et a été confié au bourgmestre Jean-Marie Motte. L'objectif de cet échévinat était d'établir une politique globale de promotion de la santé sur le territoire communal, basée sur les besoins réels des habitants. Pour mieux les connaître, la commune a décidé de lancer une vaste enquête, dans deux directions: vers la population et vers les acteurs de terrain.

Une enquête bien accueillie

Les thèmes prioritaires de cette enquête ont été établis en concertation avec les professionnels de la santé de la commune. Ils ont ensuite été abordés lors d'un cycle de conférences (dépression, troubles alimentaires, dépendances...).

L'enquête en direction de la population a été lancée en 2005, auprès d'un échantillon représentatif de 2.115 personnes (20% de la population). Outil de dialogue entre la commune et ses citoyens, l'enquête visait à obtenir une photographie de la qualité de la vie des habitants. Elle s'intéressait, par exemple, aux habitudes de vie, à la santé physique, à la perception de l'environnement, à l'utilisation des services communaux, etc.

Réalisée par voie postale, cette enquête a enregistré un succès inespéré: 990 personnes, soit plus de 46%, ont renvoyé leur réponse au questionnaire. Le grand nombre de réponses reçues, exceptionnel pour ce type d'enquête, a nécessité un dépouillement plus long que prévu. Finalement, les résultats de l'enquête ont été rendus publics par le biais d'un journal communal spécial distribué dans le courant du mois d'avril 2006. Après les élections communales,

ces résultats seront discutés au sein des villages.

Parallèlement, une enquête de type qualitatif a été réalisée sous la forme d'une consultation d'acteurs de terrain qui, par leur pratique professionnelle, sont confrontés quotidiennement à la qualité de vie des habitants de la commune. Trois groupes différents y ont participé: les élus communaux, des membres de l'administration (du CPAS, de l'enseignement, de la police), des professionnels de la santé.

Après les discussions avec les groupes d'habitants, des mesures de développement du bien-être pourront être décidées.

Logement et mobilité: deux urgences

Sur le plan de la santé physique, trois quarts des personnes ayant répondu se jugent en bonne santé. Mais d'autres réponses laissent transparaître plus de problèmes. Ainsi, quand on calcule leur indice de masse corporelle (IMC), 48% des hommes et 37% des femmes ont un excès de poids, et le phénomène augmente avec l'âge. Un quart des citoyens présente une maladie chronique et la moitié prend régulièrement un médicament.

Un gros tiers des répondants a éprouvé, au cours des six derniers mois, des troubles particuliers (fatigue, tristesse...) qui ont duré au moins deux semaines et pour lesquels une aide a été sollicitée, le plus souvent auprès d'un proche, mais aussi, plus d'une fois sur deux, auprès

d'un médecin. On rapprochera de ce constat le sentiment d'éloignement de tout chez 27% de la population (qui monte à 39% dans les villages des plateaux). D'autres éléments influent effectivement sur la santé des habitants. La mobilité, par exemple, est largement tributaire de la voiture, car les transports en commun sont rares. Or, il manque de magasins dans les villages. Le souhait de mesures prioritaires en sécurité routière et pour les piétons est largement partagé.

Quand on examine les réponses des acteurs de terrain, on constate qu'ils citent surtout le logement, l'exclusion sociale, la sécurité, l'isolement et la situation financière difficile d'un quart de la population comme les facteurs influençant le plus la qualité de vie. En matière de logement, la plupart mettent en cause l'état des habitations, le manque de logements sociaux et une proportion inhabituelle de personnes (5,5%) vivant dans un chalet ou une caravane.

Les acteurs de terrain émettent aussi une série de propositions pour rencontrer ces problèmes. "Ce projet est en effet clairement orienté sur l'action, note Xavier Lechien, responsable de l'Agence de développement local. Il appartiendra aux élus de la prochaine législature de partir de ce diagnostic pour désigner les actions les plus utiles." ■

Une initiative de l'asbl Santé Communauté Participation, avec le soutien du ministère de la Santé de la Communauté française.